

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 41 - MI-FÉVRIER 2024



# SOMMAIRE

---

3

## EUROPE

*par Valentine CHEVÉ, Bastien POULIQUEN, Titouan BARILLÈRE*  
*- correction par Bastien POULIQUEN*

---

6

## MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Louis PICOULEAU*  
*- correction par Louis PICOULEAU*

---

9

## AFRIQUE

*par Lola MORAIS, Lisa BOS, Camille LACLIE*  
*- correction par Neary VONG*

---

12

## ASIE

*par Rodolphe UGUEN, Charly HURIER, Baptiste POULARD*  
*- correction par Charly HURIER*

---

15

## AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS*  
*- correction par Clément LE LANDAIS*

---

18

## AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Pierre HODOUIN*  
*- correction par Jade DELHAYE*

---

20

## ARMEMENT

*par Kerian HUERTAS*  
*- correction par Neary VONG*

---

## RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

*Neary VONG*

## MISE EN PAGE

*Emma ROLLAND DE RENGERVÉ*

## MICHELLE O'NEILL : UNE NOUVELLE PREMIÈRE MINISTRE EN IRLANDE DU NORD

L'Irlande du Nord a de nouveau un Parlement et un gouvernement. Après 2 ans d'attente, Michelle O'Neill est devenue la nouvelle Première Ministre d'Irlande du Nord le 3 février dernier. La nouvelle cheffe du gouvernement de la province britannique n'est autre que la vice-présidente du parti nationaliste Sinn Fein, ancienne vitrine politique de l'IRA, qui milite pour l'unification de l'Irlande. C'est la première fois que cette fonction est occupée par un représentant du Sinn Fein depuis les accords de paix du « vendredi saint » qui ont mis fin à la guerre civile en 1998.

Le parti de Michelle O'Neill est arrivé en tête des élections législatives de 2022 mais elle n'a cependant pas pu prendre son poste immédiatement car le Democratic Unionist Party (DUP), attaché au Royaume Uni, avait été à l'origine d'un blocage politique. Ce dernier avait décidé de boycotter les institutions car il rejetait le protocole imposé par le Royaume-Uni, suite au Brexit, afin d'éviter le retour d'une frontière physique avec l'Irlande. Cependant, le boycott avait pu être levé grâce à la validation d'un texte qui avait permis d'alléger les formalités administratives autour de cette frontière.



Dès lors, Michelle O'Neill a pu prendre ses fonctions de cheffe du gouvernement, avec à ses côtés en tant que vice-Première ministre, Emma Little-Pengelly, membre du DUP. Ces deux femmes très différentes et aux idées plutôt éloignées quant à l'avenir de l'Irlande du Nord vont devoir composer ensemble, comme le veut la Constitution. Elles se sont alors engagées à surmonter leurs différences et à travailler main dans la main. Cependant, Michelle O'Neill ne renonce pas à ses convictions politiques et a évoqué l'idée d'un référendum sur l'unification irlandaise dans les dix années à venir.

*Valentine CHEVÉ*

# EUROPE

## DÉPART DIFFÉRÉ DU HMS PRINCE OF WALES : LA ROYAL NAVY DANS LA TOURMENTE

Déjà largement battue en brèche ces derniers mois, notamment pour ses difficultés croissantes de recrutement, la crédibilité navale britannique est à nouveau écorchée. En effet, l'HMS Queen Elizabeth a dû renoncer à sa participation prévue à l'exercice Steadfast Defender, manœuvres militaires étalées sur 4 mois incluant la participation de près de 90,000 militaires de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Le HMS Prince of Wales aurait dû assurer sa relève au pied levé, cela malgré son entrée en période de maintenance, et prendre le départ de Portsmouth ce 11 février.



Or, une "fuite mineure", détectée peu avant son départ, a nécessité le report de son appareillage. Se voulant optimiste, le ministère britannique de la défense a assuré qu'il quitterait "bientôt" le port. Cependant, les avaries à répétition des deux bâtiments phares de la marine britannique commencent à poser question. Pour rappel, les constructions du HMS Queen Elizabeth et de son jumeau le HMS Prince of Wales se sont élevées à respectivement 3 milliards et 440 millions d'euros. Sans chercher à énumérer chacun des dysfonctionnements détectés, il est possible de rappeler l'annulation de la participation du second à la Mission Westland 2022 pour des raisons techniques, s'étant ensuivi de 9 mois d'immobilisation. Ces problématiques matérielles malmènent les positions stratégiques britanniques face à la menace russe. De fait, alors que le Royaume-Uni devrait déployer 20,000 troupes dans le cadre de l'exercice Steadfast Defender, son porte-avion ne devrait être accompagné que d'une frégate britannique et de deux pétroliers, le reste du groupe aéronaval devant être complété par les Etats-Unis, le Danemark, et l'Espagne. Les pénuries d'hommes et de bâtiments britanniques s'illustrent ici plus que jamais, alors même que le ministre de la défense allemand, Boris Pistorius, prévoyait récemment une possible entrée en guerre de la Russie face à l'OTAN dans "5 à 8 ans".

*Bastien POULIQUEN*

## REGAIN D'ACTIVITÉ RUSSE EN UKRAINE

Selon plusieurs sources, la Russie pourrait actuellement prendre un ascendant notable sur l'Ukraine. C'est en tout cas ce qu'a annoncé Nils Andreas Stensønes, le chef du renseignement norvégien : « *Dans cette guerre, la Russie est actuellement dans une situation plus forte qu'il y a un an, et est en train de prendre l'avantage* ». D'après lui, l'industrie russe serait en voie de mieux s'adapter aux sanctions, et avec des subventions massives de l'État, serait désormais capable de soutenir l'effort de guerre dans la durée. De plus, les renseignements norvégiens estiment que la Russie serait capable de revenir à son niveau de préparation d'avant 2022, d'ici l'année 2026. Cela semble corroborer d'autres affirmations, comme celle du ministre danois de la défense, affirmant qu'une attaque russe contre un pays de l'OTAN serait possible d'ici 3 à 5 ans. En outre, la Norvège estime la Russie capable de lever, dans le cadre de l'effort de guerre, jusqu'à 3 fois plus d'hommes que l'Ukraine. Il est vrai que le front a semblé s'enliser de plus en plus pour les Ukrainiens, et les mauvaises nouvelles s'accumulent. Sans soutien plus important de la part des pays occidentaux, il sera difficile pour Kiev de se défendre, sans parler d'une potentielle reprise d'initiative dans cette guerre. Le danger est bien réel, à l'heure où les financements et donations en équipement semblent faire du surplace, notamment aux États-Unis, avec Joe Biden bloqué par le Congrès, alors qu'ils devraient être plus importants que jamais afin de permettre à l'Ukraine de faire face à la remontée en puissance de l'armée russe. De plus, les récents propos de Donald Trump n'augurent rien de bon pour les Ukrainiens. En cas d'élection de ce dernier, le risque de perdre une grande partie du soutien américain est bien réel et entraînerait des conséquences désastreuses pour Kiev.

Intelligence Online, publication numérique spécialisée dans le renseignement, a récemment rapporté la publication d'un rapport du SVR (proche d'une DGSE russe) visant à l'estimation des capacités de production d'armement européennes par l'analyse de leurs fournitures à l'Ukraine.

Les deux principales conclusions du renseignement russe seraient : l'incapacité des européens à répondre à leurs engagements vis-à-vis de l'Ukraine avant 2025, et un délai d'environ 15 ans pour la reconstitution de leurs stocks nationaux.

Bien que plutôt inquiétantes, ces prédictions doivent de toute évidence être reçues avec recul et être considérées comme un signal d'alerte, plutôt que comme d'inéluctables échéances.



Titouan BARILLÈRE

# MOYEN-ORIENT

## LA COALITION CONTRE LES HOUTHIS

Depuis le mois de novembre 2023, les rebelles yéménites ont décidé d'attaquer plusieurs navires en mer Rouge et dans le Golfe d'Aden pour afficher leur "solidarité" aux Palestiniens dans la guerre entre le Hamas et Israël. Ces attaques répétées ont forcé les armateurs à progressivement suspendre le passage de leurs navires dans cette zone. Les navires sont désormais obligés de passer par le Cap de Bonne Espérance, ce qui rajoute une quinzaine de jours à leurs trajets. Ces attaques ont entraîné une perturbation du commerce international, poussant les Etats-Unis à développer une coalition internationale pour lutter contre les Houthis. Le 18 décembre 2023, l'opération "Gardien de la prospérité" est annoncée sous l'égide des Etats-Unis. Cette coalition a pour but de protéger le commerce maritime en mer Rouge et de réduire l'influence des Houthis.

La coalition a mené depuis le début de l'année plusieurs frappes sur des sites attribués aux Houthis. Par exemple, le 8 février, les Etats-Unis ont mené de nouveaux tirs afin de détruire des drones et des missiles de croisière utilisés par les Houthis contre les navires.



Cependant, l'opération "Gardien de la prospérité" peine à mobiliser les alliés de Washington malgré son objectif - mettre fin aux perturbations du commerce international. Les européens ont été présents en envoyant des officiers et frégates, mais les moyens alloués à cette coalition demeurent extrêmement limités. En effet, le chercheur Maxence Brischoux souligne la difficulté des européens à avoir des marines suffisamment équipées pour pouvoir intervenir durablement auprès de la coalition. Pour l'instant, seul le Royaume-Uni aide directement et quotidiennement les Etats-Unis dans leurs frappes. La France, rare Etat à disposer de moyens adaptés pour ce type d'opération, a décidé de ne pas participer aux frappes, défendant «une répartition intelligente des informations et des efforts » en mer Rouge.

*Amandine PRINTZ*

# MOYEN-ORIENT

## TROIS SOLDATS AMÉRICAINS TUÉS EN JORDANIE PAR UNE ATTAQUE DE DRONE DES MILICES PRO-IRAN, LES ÉTATS-UNIS MÈNENT DES FRAPPES DE REPRÉSAILLES

Le 29 février, une attaque de drones a visé une base logistique américaine située en plein désert jordanien, à la frontière avec l'Irak et la Syrie. Elle a fait trois morts et une trentaine de blessés. Cette attaque meurtrière a été orchestrée par le mouvement « Résistance islamique », selon un porte-parole de la Maison Blanche. Ce groupement « comprend » les Brigades du Hezbollah, a-t-il noté, précisant que l'attaque « portait certainement la marque » de cet influent groupe armé pro-Iran en Irak. Cette attaque n'est pas anodine puisque depuis la guerre Hamas-Israël, les milices de la région ciblent particulièrement la présence américaine au Moyen-Orient.

En effet, depuis la mi-octobre, 165 attaques sur les soldats américains et ses alliés ont été recensées en Syrie et en Irak. Mais celle-ci fut la première à tuer directement des soldats américains. Ce harcèlement continu est en partie dû au soutien américain à Israël, mais également à la contestation globale de la région, influencée par l'Iran envers la présence américaine au Moyen-Orient.



Endeuillé par cette attaque, Washington a promis une riposte. Cette riposte a commencé le 2 février et visait des forces élites iraniennes et des groupes pro-Iran dans le secteur d'Al-Quaim à la frontière de l'Irak et la Syrie. Au total, cette opération a touché 87 cibles sur 7 sites différents, tuant 18 combattants par ces frappes. De plus, le 7 février, les États-Unis continuent leur riposte et annonce avoir tué à Bagdad deux des chefs du Kataeb Hezbollah (brigade du Hezbollah).

Face à cette riposte, les autorités irakiennes dénoncent une atteinte à leur souveraineté et souhaitent mettre fin à la mission de coalition qui est, selon elles, un facteur d'instabilité dans la région. En faisant preuve d'une certaine fermeté sur la politique internationale, le président Joe Biden prépare les élections de fin d'année en évitant toute escalade de grande envergure avec l'Iran.

*Alexis TOESCA*

# MOYEN-ORIENT

## UNE SOLUTION DIPLOMATIQUE À LA FRONTIÈRE LIBANO-ISRAËLIENNE

Depuis l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre, qui a déclenché la guerre à Gaza, le Hezbollah libanais bombarde quotidiennement des positions de l'armée israélienne à la frontière, en soutien au mouvement islamiste palestinien. Israël réplique en bombardant des cibles dans le sud du Liban. Le 8 janvier, le Premier ministre libanais Najib Mikati a annoncé travailler sur une solution diplomatique pour mettre fin aux affrontements au Sud. La stabilité permanente est demandée comme étant à ce jour, la solution pacifique. Le chef de la diplomatie française Stéphane Séjourné a averti Beyrouth qu'Israël *pourrait déclencher une guerre contre le Liban, évitant l'escalade*, a déclaré mardi 6 février le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib. Ce dernier a aussi déclaré que le Liban ne voulait pas de guerre sur son territoire. Beyrouth désire un accord sur la frontière du Sud-Liban par l'intermédiaire négociateur de l'ONU, et notamment de la France et des Etats-Unis.



Depuis octobre, l'Agence France Presse recense 226 morts au Sud Liban, en majorité des combattants du Hezbollah. Côté israélien, 15 personnes ont été tuées selon l'armée. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, est lui aussi d'accord sur la nécessité de trouver une solution diplomatique. L'avenir sur la question frontalière pourra se jouer sur un accord entre le gouvernement libanais et les autorités du Hezbollah en contraignant les nombreuses positions du Hezbollah à une trentaine de kilomètres au Nord de la frontière du Sud-Liban. D'autant que la résolution 1701, votée au Conseil de sécurité des Nations unies au sortir de la guerre de 2006, stipule que seules l'armée libanaise et la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) sont aptes à être déployées au Liban sud. La force militaire, idéologique, et diplomatique du Hezbollah rectifie cette précédente résolution et rabat les cartes sur le règlement de la frontière terrestre. Le Hezbollah, incontournable dans la formulation d'un accord, conditionne ainsi l'ouverture des négociations à la fin des hostilités dans la bande de Gaza.

Louis PICOULEAU

# AFRIQUE

## SOMALIE : VERS UNE RECRUESCENCE DE LA PIRATERIE



Depuis quelques mois, et notamment début Janvier, il est possible d'observer un regain des attaques de piraterie en Somalie. Cette région située à la pointe de la Corne de l'Afrique, au nord du golf d'Aden et à l'est de l'océan Indien, est un repaire historique de piraterie. L'agence de sécurité maritime britannique UKMTO a recensé six incidents au large des côtes somaliennes depuis mi-décembre. Il y a eu ces trois derniers mois une augmentation conséquente des attaques, selon le Royal United Services Institute (RUSI), un groupe de réflexion indépendant, qui indique : *" Au cours des trois derniers mois, il y a eu plus de piraterie dans la région de la Corne de l'Afrique qu'à tout autre moment au cours des six dernières années "*.

De plus, selon Dryad Global, une société de sécurité maritime, le transport maritime de la côte de la Corne de l'Afrique à la côte de l'Inde est considéré comme une "zone à haut risque". Cette augmentation de la piraterie dans l'océan Indien peut être expliquée en raison des attaques menées par les rebelles houthis sur des navires, en lien avec Israël en représailles à sa guerre menée contre le Hamas à Gaza après l'attaque du 7 octobre. Les forces internationales qui patrouillaient dans le Golfe d'Aden et dans l'océan Indien sont remontées en mer Rouge, abaissant le niveau de surveillance dans les zones plus au Sud. Cette surveillance amoindrie a ouvert le champ libre à de nouveaux actes de piraterie. Pour contrer cette augmentation de piraterie, les forces navales indiennes tentent de sécuriser la zone, notamment en renforçant leur déploiement, en envoyant trois destroyers à missiles guidés et des avions de reconnaissance. Cela a permis de secourir un navire de pêche iranien détourné par des pirates somaliens et libéré son équipage pakistanais de 19 membres au large de la côte est de la Somalie, fin janvier. L'implication de la marine Seychelloise pour sécuriser l'océan Indien est également à noter, puisqu'il est possible de recenser entre le 29 janvier et le 2 février, quatre bateaux de pêche libérés par les marines indienne et seychelloise après avoir été détournés.

Lola MORAIS

# AFRIQUE

## PALUDISME : TOURNANT VACCINAL AU CAMEROUN



L'Afrique se dresse contre le paludisme, et la vaccination se présente comme la clé pour déverrouiller un avenir plus sain. En effet, la vaccination contre le paludisme en Afrique représente une pierre angulaire pour la santé publique de ce continent, confronté à une charge annuelle élevée de morbidité et de mortalité liée à cette maladie endémique.

En ce début d'année, le Cameroun marque historiquement le monde en étant le premier pays africain à faire vacciner sa population contre les piqûres de moustique responsables du paludisme. Cette maladie demeure la principale cause des consultations et même des hospitalisations du pays et également pour une bonne partie des pays d'Afrique. Les enjeux pour la population sont considérables, avec la vaccination offrant ainsi une voie cruciale pour réduire la prévalence du paludisme, en particulier chez les enfants mais aussi chez les femmes enceintes. Les investissements nécessaires à la recherche, au développement, à la production et à la distribution des vaccins sont incontestablement importants.

Toutefois, les avantages économiques qui en découlent, tels que la réduction des dépenses liées aux soins de santé et l'augmentation de la productivité économique, justifient pleinement tous ces coûts. La vaccination contre le paludisme émerge ainsi comme une stratégie relativement rentable pour améliorer la santé globale de la population à long terme.

La vaccination contre le paludisme en Afrique révèle des initiatives existantes, notamment avec le Programme élargi de vaccination (PEV) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui ont significativement aidé à faire des progrès. Cependant, l'accès limité aux régions reculées, la méfiance envers les vaccins et la médecine et les défis liés au climat sont des obstacles voire des défis à affronter. La prévention médicale avec cette vaccination pourrait ainsi renforcer la lutte contre le paludisme et diminuer ses conséquences dévastatrices sur la santé publique en Afrique. En somme, la vaccination contre le paludisme apparaît comme une nécessité plus que urgente, non seulement pour la santé individuelle, mais aussi pour l'édification d'une communauté africaine en meilleure santé et plus résiliente, s'ancrant dans les Objectifs de Développement Durable portés par les Nations Unies.

*Lisa BOS*

# AFRIQUE

## ENCORE DES MORTS DUS AUX CONTESTATIONS AU SÉNÉGAL

Depuis l'annonce du report de l'élection présidentielle, le Sénégal est confronté à une montée en puissance de la mobilisation dans les rues, plongeant le pays dans une situation de plus en plus incertaine. Cette décision a suscité des inquiétudes parmi certains experts et acteurs locaux quant aux répercussions potentielles sur l'économie nationale. Les manifestations, qui ont rassemblé des centaines de personnes dans les rues de Dakar pour protester contre le report de l'élection présidentielle, ont été sévèrement réprimées par les forces de sécurité. Ces tensions ont entraîné des débordements, dont un incendie accidentel ayant détruit les marchandises de plusieurs commerçants locaux.

Ces troubles ont déjà eu des conséquences tragiques, avec trois décès signalés depuis le début des manifestations. Dans ce climat de tension croissante, les préoccupations se multiplient quant aux répercussions sur l'économie, notamment dans un pays où le secteur informel représente une part significative de l'activité économique. La communauté internationale, représentée notamment par les États-Unis et l'Union européenne, appelle à la retenue et invite les autorités sénégalaises à restaurer la confiance et à trouver une solution pacifique à la crise en rétablissant le calendrier électoral.

Malgré des signes de retour au calme dans certaines villes, les affrontements se poursuivent dans d'autres régions du pays, alimentant les craintes d'une escalade de la violence. Dans ce contexte, les appels au respect du droit de manifester pacifiquement et à une résolution constitutionnelle de la crise se multiplient, tant au niveau national qu'international.

Face à la colère persistante, les autorités ont interdit une grande marche prévue à Dakar et ont instauré des restrictions d'accès à Internet sur les mobiles, dans le but de contenir la diffusion de messages jugés subversifs. Ces mesures témoignent des défis auxquels est confronté le Sénégal pour apaiser les tensions et restaurer la stabilité politique et sociale.



Camille LACLIE

## TAÏWAN SOUS LA MENACE CHINOISE

La récente élection taïwanaise a donné le pouvoir au « séparatiste » Lai Ching-te. Ce dernier défend l'île contre la Chine continentale qui ne cache pas ses désirs d'annexion vis-à-vis de leur enclave historique. Ainsi, la menace chinoise, qui avait sous-entendu que la pression exercée s'amplifierait si le candidat progressiste l'emportait, s'exerce à maintenir ses promesses, où les côtes taïwanaises subissent des ingérences militaires répétées.

En effet, le ministère de la Défense taïwanais a annoncé fin janvier la présence de 33 aéronefs militaires chinois dont 13 ont traversé la ligne médiane séparant les deux pays, et se rapprochant dangereusement de l'île. Ce n'est pas la première ni la dernière incursion chinoise sur l'île, mais cette tentative fait pression sur le président entrant qui subit déjà le risque planant d'une attaque directe.



Cette tentative d'intimidation contribue à effrayer le président qui, lors de sa campagne et après son élection, ne manquait pas de souligner sa ferveur démocratique, et son indépendance souveraine : « nous sommes déterminés à protéger Taïwan des menaces et des intimidations continues de la Chine » explique-t-il pendant sa campagne, en riposte à l'année 2023, pendant laquelle la Chine ne manquait pas d'effectuer de nombreuses opérations militaires, parfois de simulations d'invasions.

Malgré tout, la Chine continue ses opérations en mer de Chine sans se cacher, comme le soulignent les ingérences aériennes et navales. Le gouvernement en parallèle des 33 avions a déployé en janvier, 7 navires de reconnaissances militaires. Plus récemment, en début du mois de février, le gouvernement annonçait la détection de 8 ballons espions, du même modèle que celui repéré aux Etats-Unis, survolant l'île. Deux de ces ballons ont survolé Taïwan, à une altitude comprise entre 4 500 m et 11 000 m. Ces 8 ballons simultanés sont pour le moment un record de la Chine qui n'en a jamais envoyé autant au même moment. La Chine poursuit donc sa recherche d'informations sur l'île en y faisant peser une pression constante. Le président Lai Ching-te devra faire face à une menace chinoise, sans doute quasi-constante, durant son mandat.

Rodolphe UGUEN

## L'INDONÉSIE ANNULE SON POTENTIEL ACHAT DE MIRAGE 2000-5 AUPRÈS DU QATAR

En juin 2023 le chef du Bureau des relations publiques du ministère de la Défense, Edwin Sumantha déclarait au quotidien Kompas : *“L'Indonésie a besoin d'avions de chasse pouvant être livrés très rapidement afin de pallier le manque de préparation au combat de l'armée de l'air indonésienne”*.

Le 9 janvier 2024, le ministère indonésien de la Défense a confirmé l'achat de dix-huit chasseurs-bombardiers Rafale F4 supplémentaires auprès de Dassault Aviation, portant le total à 42 appareils devant être livrés à partir de 2026. Cependant, en raison de contraintes budgétaires, l'Indonésie a annoncé ce dimanche 11 février son intention de différer l'achat de 12 Mirage 2000-5 d'occasion auprès du Qatar. Cette acquisition aurait permis à la Force aérienne indonésienne de bénéficier de Mirage 2000-5 encore opérationnels et de familiariser ses pilotes avec des avions de conception française. Malgré les avantages perçus, l'opération a suscité des critiques, premièrement, en raison du coût élevé, et deuxièmement concernant le maintien en condition opérationnelle.



Le ministre indonésien de la Défense, Prabowo Subianto, actuellement candidat favori à l'élection présidentielle, a été fortement critiqué par ses rivaux pour cet accord avec le Qatar. À quelques jours du scrutin, un article a émergé, suggérant que ce dernier serait impliqué dans une affaire de corruption liée à l'achat des Mirage 2000-5 qatariens. Une enquête présumée sur Excalibur International a été mentionnée, bien que le GRECO ait été incorrectement décrit comme relevant de l'UE. Le ministère de la Défense indonésien a réfuté ces allégations, annonçant l'annulation finale de l'achat des Mirage 2000-5 pour des raisons budgétaires. Le porte-parole a affirmé qu'aucun contrat actif n'existait, écartant toute suspicion de corruption. Cette décision soulève des questions sur sa finalité réelle, notamment s'il s'agit d'une mesure pour apaiser les controverses avant les élections présidentielles qui auront lieu ce mercredi 14 février.

Charly HURIER

## APRÈS HUIT MOIS DE DÉTENTION, L'INDE RELÂCHE UN PIGEON SOUPÇONNÉ D'ESPIONNAGE AU COMPTE DE LA CHINE

Les deux poids lourds du continent asiatique que sont l'Inde et la Chine sont connus pour leurs rivalités et leurs conflictualités. Alors que les tensions s'accumulent, entre conflits territoriaux dans l'Himalaya et rivalité d'influence dans la région Indo-Pacifique, les deux pays se sentent encerclés par leurs adversaires et se montrent particulièrement prudents en matière d'espionnage. En 2020 par exemple, un scandale de grande ampleur avait mis en lumière une société chinoise accusée de collecter les données personnelles de dizaine de milliers de personnalités indienne dont, potentiellement, le Premier ministre Narendra Modi. Alors que cette tumultueuse relation entre l'Inde et la Chine mobilise plusieurs centaines de milliers de soldats prêts à s'affronter à mort lors de fréquentes escarmouches dans l'Himalaya, c'est l'arrestation d'un simple pigeon égaré qui a préoccupé les autorités indiennes, les médias et les associations de protection des animaux ces derniers mois.



Ce dernier portait à ses pattes des symboles ressemblants au système d'écriture chinois, bien qu'aucun message ne puisse être décrypté, nécessitant une longue enquête. Et pour cause, ça n'est pas la première fois que l'Inde soupçonne ses pigeons voisins s'aventurant sur son sol d'espionnage. Depuis 2016 au moins, plusieurs pigeons, pakistanais notamment, ont été détenus par les autorités indiennes, soupçonnés d'espionnage ou comme étant porteur de message menaçant le Premier ministre Narendra Modi, l'usage de pigeons voyageurs étant courant au sein des services pakistanais présents dans le Cachemire contesté. Il semble que ce soit la première fois qu'un pigeon espion soit soupçonné d'être d'origine chinoise. Soupçon légitime, l'espionnage faisant partie intégrante de la course à l'encerclement que se jouent les deux voisins.

Ironie du sort, après huit mois de détention dans une clinique vétérinaire de Mumbai, le pigeon fut finalement relâché, l'enquête concluant qu'il s'agit en fait d'un pigeon de course taïwanais égaré.

*Baptiste POULARD*

# AMÉRIQUES

## L'EX-PRÉSIDENT BRÉSILIEN JAIR BOLSONARO FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE POUR « TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT »

Jeudi 8 février, l'ancien président Jair Bolsonaro a été visé par une vaste opération policière pour son implication présumée dans une tentative de coup d'État. En 2018, il a été élu à la tête du Brésil à la suite de la condamnation de Luiz Inacio Lula Da Silva, l'ancien président de gauche. Depuis sa défaite face à ce dernier en 2022, Bolsonaro fait l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires. La réputation de l'ancien président est souvent controversée en raison de ses prises de position politiques et ses déclarations parfois polémiques. Situé à l'extrême-droite de l'échiquier politique et admirateur de l'ancien président américain Donald Trump, il est souvent surnommé « Le Trump des Tropiques ».



Le 8 janvier 2023, une semaine après l'investiture de Lula da Silva, des partisans de l'ancien président se sont rendus dans les principaux lieux de pouvoir à Brasilia, contestant le résultat du scrutin. Même si Jair Bolsonaro rejette catégoriquement toute implication dans l'affaire, les enquêteurs affirment qu'il avait planifié d'organiser de nouvelles élections et d'arrêter Alexandre de Moraes, principal adversaire des bolsonaristes.

La police fédérale évoque "la pratique d'actes pour abolir l'État de droit démocratique par le biais d'un coup d'État, avec l'appui de militaires". D'après les enquêteurs, ce plan devait se dérouler grâce à un décret, qui a été présenté à des militaires de haut rang au cours d'une réunion ayant pris place en décembre 2022. Finalement, ce décret n'a jamais abouti. La police fédérale a trouvé un document ressemblant à un discours au siège du Parti libéral, dévoilant ces informations. Fabio Wajngarten, un des avocats de l'ancien président, nie que ce dernier en soit l'auteur. Alexandre de Moraes, président du Tribunal Supérieur Électoral et juge du Tribunal suprême fédéral, a ainsi demandé l'ouverture de plusieurs enquêtes à la charge de Bolsonaro. Cette opération a été baptisée « Tempus Veritatis » (l'heure de vérité). Ce dernier avait déjà été condamné à huit ans d'inéligibilité en juin par le Tribunal Supérieur Électoral pour « abus politique » et « utilisation abusive des médias ». Cependant, ces enquêtes ne visent pas seulement l'ancien président mais aussi certains de ses anciens ministres et collaborateurs tels que Walter Braga Netto, ex-ministre de la Défense. En effet, la police fédérale a annoncé avoir procédé à 33 perquisitions et avoir obtenu 4 mandats d'arrêts dans le cadre d'une enquête sur "une organisation criminelle qui a pris part à une tentative de coup d'État (...) pour obtenir des avantages politiques avec le maintien du président de l'époque au pouvoir". Ainsi, quatre personnes ont été arrêtées jeudi 8 février : deux militaires, Filipe Martins et Valdemar Costa Neto, ancien chef du parti Libéral de Bolsonaro. Carlos Bolsonaro, fils de l'ancien président, est lui aussi visé par une enquête, étant accusé d'espionnage illégal. Fabio Wajngarten a annoncé sur X que « le passeport de Jair Bolsonaro a été remis aux autorités compétentes », l'empêchant ainsi de quitter le territoire. Il pourrait également être incarcéré.

Blanche ARMINJON

# AMÉRIQUES

## OTAN: UNE FUTURE SORTIE DES ETATS-UNIS ?

En cas de réélection aux États-Unis, Donald Trump a menacé, samedi 10 février, de ne plus défendre les pays de l'OTAN en retard de paiement.

Lors d'un rassemblement de campagne qui s'est tenu samedi à Conway, en Caroline du Sud, Trump a ouvertement remis en question le fondement même de l'Alliance Atlantique. En évoquant un échange supposé avec un chef d'État européen, une des nombreuses scènes fictives qu'il affectionne d'insérer dans ses discours et où ses interlocuteurs le traitent avec déférence, Trump a rejeté l'idée que les États-Unis respectent leurs engagements : *«L'un des présidents d'un grand pays s'est levé et m'a dit : Sir, si nous ne payons pas et que nous sommes attaqués par la Russie, nous protégeriez-vous?»*, a raconté Trump. *«J'ai dit : Vous n'avez pas payé, vous êtes débiteur? Il m'a répondu : Oui, admettons que ça arrive. Non, je ne vous protégerais pas. En fait, j'encouragerais la Russie à faire ce qu'elle veut. Vous devez payer»*.



Ce n'est guère surprenant de la part du milliardaire. En effet, Donald Trump critique régulièrement les alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur leur non respect de leurs engagements en matière de dépenses militaires, notamment l'objectif de consacrer 2 % de leur PIB au budget de la défense. Durant sa campagne, il avait déjà proféré à maintes reprises des menaces de retrait des États-Unis de l'OTAN en cas de réélection. Rappelons que l'article 5 de la charte de l'OTAN établit qu'en cas d'attaque armée contre l'un de ses membres, chaque pays de l'Alliance considérera cette attaque comme dirigée contre tous et prendra les mesures nécessaires pour venir en aide au pays attaqué. Ses commentaires prennent une signification particulière depuis l'invasion russe de l'Ukraine et surviennent dans un contexte de transformation majeure du parti républicain sous son influence. Le mouvement isolationniste qu'il a relancé gagne du terrain au sein de l'aile traditionnelle du parti, comme en témoigne le récent blocage de l'aide américaine à l'Ukraine au Congrès.

Les remarques de Trump ont suscité l'indignation et la consternation en Europe et au sein de l'organisation. Pour de nombreux observateurs, évoquer ne serait-ce que l'idée d'abandonner des pays membres à leur propre sort serait perçu comme une admission de la fragilité de l'OTAN et un signe de division parmi les signataires. *« Le fait que Donald Trump avoue qu'il compte donner le feu vert à Poutine pour davantage de guerre et de violence, pour continuer son assaut brutal contre une Ukraine libre et pour étendre son agression aux peuples de Pologne et des Etats baltes est affligeant et dangereux »*, a déclaré dans un communiqué le président démocrate.

Victoire LE GALL

# AMÉRIQUES

## LA SALVADOR A-T-IL ENFIN TROUVÉ SON REMÈDE MIRACLE ?



Le Salvador a entamé, jeudi 8 février dernier, un vaste procès visant à poursuivre en justice près de 500 dirigeants présumés du gang Mara Salvatrucha pour plus de 37 000 crimes commis sur une décennie, a annoncé le bureau du procureur de ce pays d'Amérique centrale. Le procureur adjoint chargé de la criminalité, Max Muñoz, a déclaré qu'ils seraient accusés d'homicide, de disparition de personnes, d'extorsion, de trafic d'armes, de traite d'êtres humains et d'atteinte à la démocratie.

Pour tenir l'audience, le sixième tribunal contre le crime organisé de San Salvador a tenu le procès virtuellement, puisque les criminels accusés sont détenus dans plusieurs prisons, dont le Centre de confinement du terrorisme (CECOT), la mégaprison inaugurée par Bukele il y a un an. Le président salvadorien Nayib Bukele a fait de la lutte contre la criminalité la pierre angulaire de son administration. Il a été réélu dimanche à la majorité écrasante, sa politique restant populaire auprès des électeurs malgré les inquiétudes des groupes de défense des droits de l'homme concernant les violations commises lors de l'arrestation de quelques 76 000 personnes, souvent sans procédure régulière. Lorsque Bukele s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023, il a déclaré au monde que son pays, pour la première fois en un peu plus de 200 ans d'histoire, commençait à faire ses premiers pas vers ses « rêves de grandeur ». Il est passé "en très peu de temps", a-t-il dit, "du pays le plus dangereux du monde au pays le plus sûr d'Amérique latine".

Cependant, la stratégie du président Bukele dans son combat contre la criminalité ne semble pas être adaptée pour le long terme selon l'ancien président du Costa Rica, Luis Guillermo Solís. D'après lui, il s'agit d'une stratégie à court terme, qui comporte des risques très élevés pour le système politique dans son ensemble, car elle affaiblit la séparation des pouvoirs. Et en fin de compte, cela guide les pays vers un modèle de plus en plus autoritaire, qui élude la responsabilité de s'attaquer préventivement aux causes profondes de l'insécurité, qui sont essentiellement liées aux inégalités.

Enfin, malgré le fait que le président ait obtenu des résultats en matière de sécurité, il est désormais confronté à des problèmes structurels, principalement au niveau financier. La Banque mondiale au Salvador considère que des problèmes subsistent, comme la nécessité de promouvoir des réformes pour parvenir à la viabilité budgétaire. Le gouvernement est confronté à des pressions sur les liquidités, cite l'agence, mais convient que le pays peut continuer à donner la priorité à l'augmentation des investissements dans le capital humain et au renforcement du système de protection sociale. Pour faire face à ces problèmes, le président estime que le tourisme est le domaine sur lequel il devrait s'appuyer étant donné que le pays apparaît comme étant sûr et sécurisé.

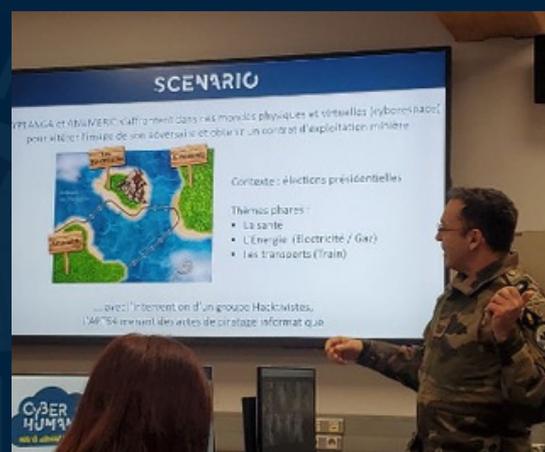
Clément LE LANDAIS

# CYBERSÉCURITÉ

## CYBER HUMANUM EST : QUAND LES ÉTUDIANTS SE FORMENT À LA CYBERGUERRE

Du 6 au 10 février 2024, plus de 100 étudiants de l'université de Lorraine ont participé à un exercice de cybersécurité complètement inédit et réaliste, organisé par le Commandement de la Cyberdéfense (COMCYBER), le ministère des Armées et plusieurs écoles d'ingénieurs. Pendant 48 heures, ils se sont affrontés par équipes dans une simulation de conflit cyber de haute intensité, mêlant attaques informatiques, lutte d'influence et gestion de crise.

Le scénario était le suivant : deux pays fictifs, Cryptanga et Anuméric, se disputent le contrat d'exploitation des ressources de lithium d'un archipel indépendant, les Riverchelles, dont l'économie touristique a été ruinée par le changement climatique. Chaque pays dispose d'une ambassade, d'un poste de commandement tactique, d'organismes d'importance vitale (santé, énergie, transports) et d'un média en ligne. Leur objectif : trouver les failles des infrastructures adverses, protéger les leurs et influencer l'opinion publique. Mais ils doivent aussi faire face à une troisième force, un groupe de hackers mercenaires qui peuvent vendre leurs services au plus offrant.



Pour rendre l'exercice plus immersif, les étudiants ont été logés dans des tentes militaires, nourris avec des rations de combat et surveillés par des gardes armés et sous la direction du général Bonnemaïson, commandant de la cyberdéfense. Ils ont également dû respecter un cadre éthique et légal, sous peine de se retrouver en prison. Les organisateurs ont mis à leur disposition plus de 200 équipements virtuels, un drone, des robots, des systèmes mécatroniques et des émetteurs-récepteurs radio.



L'exercice a donc pour but de former les futurs experts en cybersécurité, de susciter des vocations et de repérer des talents. L'armée compte en effet augmenter ses effectifs de 4 000 à 5 000 cyber soldats d'ici 2030 selon le plan de relance militaire. Cyber Humanum Est est le plus grand exercice de cyberguerre universitaire en France. Il a été conçu par des réservistes opérationnels, des enseignants-chercheurs et des industriels.



Il s'inscrit dans la volonté du président Macron de faire de la France le leader mondial de la cyberdéfense. Un projet ambitieux.

Pierre HODOUIN

# ARMEMENT

## DES BLIMPS AU DESSUS DE VARSOVIE

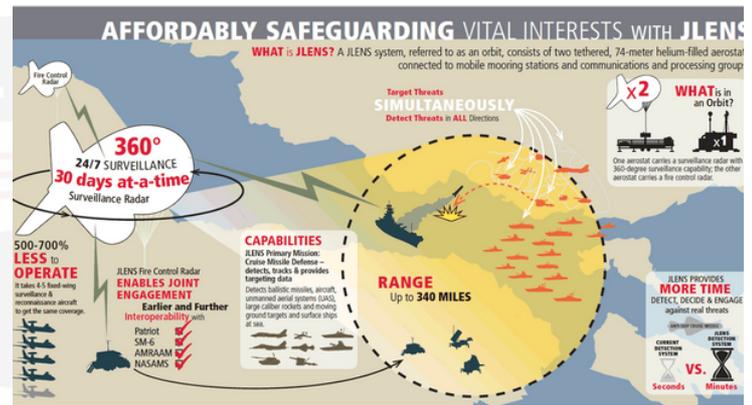
Le 8 février 2024, le gouvernement américain venait d'approuver la vente de 4 aérostats de surveillance et d'avertissement issus du projet JLENS à la Pologne. L'achat de ce système est d'autant plus intéressant que Varsovie a jeté son dévolu sur un projet suspendu depuis près de 7 ans. A court terme, il est possible que l'initiative polonaise amène les américains à ressortir le dossier des placards.

Le projet *Joint Land Attack Cruise Missile Defense Elevated Netted Sensor System* (JLENS) voit le jour en 1996, sous l'impulsion du secrétariat de la défense américain. Un projet d'aérostat de surveillance aérienne, dirigé par l'US Army est lancé. En 1998, le projet de Raytheon et Hughes Aviation est sélectionné. En 2015, une forte tempête brise les liens de l'un des blimps qui dans sa dérive endommage des câbles haute tension. L'incident ne fait aucun mort mais incite le congrès à suspendre le programme. Il sera abandonné 2 ans plus tard en 2017.

La conception du JLENS correspond à un besoin de compléter les systèmes de surveillance radar déjà existants. Un aérostat équipé de senseurs permettrait en effet de couvrir une plus vaste zone que les radars au sol, ceux-ci étant limités par la courbure de la Terre. Par ailleurs, les appareils à ailes fixes de surveillances ; tel que le SDCA CASA C-295 AEW ; ne peuvent assurer une surveillance constante. Le principal atout des JLENS est d'offrir une capacité de surveillance en toute condition et en permanence avec un système de senseurs spécialement adapté aux batteries Patriot et systèmes SM-6, AMRAAM et le NASAMS norvégien. Ils auraient dû être capables de détecter missiles, aérocybernetiques et même véhicules terrestres.

### CONCLUSION

Il est rare qu'un système abandonné par son pays d'origine est convoité par un autre État. Malgré les difficultés rencontrées au cours de son développement, l'achat de 4 appareils par la Pologne prouve au Etat-Unis l'intérêt de leur concept. Le prix d'achat estimé aujourd'hui à 1.2 milliards, permettrait de relancer le développement du programme rendu d'autant plus intéressant avec les progrès rapides aussi bien en logiciels qu'en systèmes embarqués.



Le programme fit rapidement face à d'importantes difficultés dues essentiellement à une faible performance des systèmes radars et de l'intégration des données. La cause est supposément due à des systèmes peu fiables en eux-mêmes plutôt qu'une mauvaise intégration au dirigeable ce qui laisse espérer que de meilleurs équipements de Raytheon pourraient raviver le projet. Naturellement, ces difficultés entraînent des délais et par conséquent une augmentation des coûts en 2015 il avait coûté 2.8 milliards. Le projet prend finalement un coup fatal en 2015 lorsqu'un des appareils de test dérive et endommage plusieurs lignes électriques, incident causant la perte de tous les soutiens du projet au congrès.

Kerian HUERTAS

# SOURCES

## • EUROPE

### ◦ **Michelle O'Neill : une nouvelle Première Ministre en Irlande du Nord**

- "Irlande du Nord : Michelle O'Neill, issue du Sinn Fein, élue officiellement première ministre", *Le Monde*, 03/02/2024
- "Irlande du Nord : Michelle O'Neill, Première ministre favorable à l'unification, devra partager le pouvoir avec une unioniste", *Isabelle Labeyrie, France Info*, 05/02/2024
- "Sinn Féin rejoices after unionists end blockade on Northern Ireland power-sharing", Shawn Pogatchnik, *Politico*, 30/01/2024

### ◦ **Départ différé du HMS Prince of Wales : La Royal Navy dans la tourmente**

- "Otan : Un problème « mineur » a contraint le porte-avions HMS Prince of Wales à différer son départ", Laurent Lagneau, *Opex 360*, 12/02/2024
- "Carrier HMS Prince of Wales makes delayed departure for Nato exercise", John Paul Rathbone, *Financial Times*, 12/02/2024
- "Décidément, ça ne va pas fort (du tout) pour les porte-avions britanniques", Thomas Burgel, *Géo*, 13/02/2024

### ◦ **Regain d'activité russe en Ukraine**

- "Pour le renseignement militaire norvégien, la Russie serait sur le point de prendre l'avantage en Ukraine", Laurent Lagneau, *Opex 360*, 12/02/2024
- "Guerre en Ukraine, jour 719 : ce qu'il faut retenir de la journée du lundi 12 février", *La Croix*, 12/02/2024
- "Munitions européennes : le SVR livre ses conclusions sur les capacités de production alliées", *Intelligence Online*, 12/02/2024

## • MOYEN-ORIENT

### ◦ **La coalition contre les Houthis**

- "Coalition anti-houthistes : les Etats-Unis en manque de renforts en mer Rouge" - Elise Vincent, *Le Monde*, 12/01/2024 ;
- "Conflit au Moyen Orient : les Etats-Unis et le Royaume-Uni frappent les houthistes au Yémen" - Hélène Sallon et Piotr Smolar, *Le Monde*, 12/01/2024 ;
- "Au Yémen, dix-sept rebelles houthistes tués dans des frappes américaines" - *Le Monde avec AFP*, 10/02/2024.

### ◦ **Trois soldats américains tués en Jordanie par une attaque de drone des milices pro-Iran, les États-Unis mènent des frappes de représailles**

- "Soldats américains tués en Jordanie: le mouvement "Résistance islamique en Irak" responsable, selon la Maison Blanche" - *L'Orient-le-Jour* et *AFP*, 31/01/2024 ;
- "États-Unis. Joe Biden poussé à riposter contre l'Iran après la mort de soldats américains en Jordanie" - *Courrier International*, 29/01/2024 ;
- "Irak : deux chefs d'un groupe pro-Iran tués par une frappe de drone américain à Bagdad" - *Le Monde avec AFP*, 07/02/2024.

### ◦ **Une solution diplomatique à la frontière libano-israélienne**

- « Le chef de la diplomatie française transmet un avertissement d'Israël au Liban (ministre) » - *AFP*, 06/02/2024 ;
- « Guerre à Gaza : la pression monte pour une solution diplomatique à la frontière entre le Liban et Israël » - Hanna Davis, *Middle East Eye*, 09/02/2024 ;
- « Paris et Washington dessinent les contours d'une solution diplomatique entre Israël et le Liban » - Hélène Sallon, *Le Monde*, 10/02/2024.

# SOURCES

## • AFRIQUE

### ◦ **Somalie : recrudescence de la piraterie**

- "Deux navires libérés à la suite de détournements de pirates somaliens", *Al Jazeera*, 29/01/2024
- "Les actes de piraterie réapparaissent au large de la Somalie", *Le monde Afrique*, 14/02/2024
- "Piraterie : un vraquier attaqué au large de la Somalie", Ève Chalmardrier, *Le Marin*, 04/01/2024
- "Au large de la Corne de l'Afrique, le spectre d'un réveil de la piraterie somalienne", *France 24*, 14/02/2024

### ◦ **Paludisme : tournant vaccinal au Cameroun**

- "Paludisme : la vaccination infantile en routine a débuté au Cameroun grâce à deux nouveaux vaccins", *Medscapte*, 12/02/2024
- "Paludisme : Le Cameroun lance la première vaccination systématique au monde et c'est « historique », *20 minutes*, 22/01/2024
- "Le Cameroun lance la vaccination systématique contre le paludisme, une première mondiale", *Jeune Afrique*, 22/01/2024

### ◦ **Encore des morts dus aux contestations au Sénégal**

- "Crise au Sénégal: un troisième mort, la contestation se poursuit", *TV5 Monde*, 11/02/2024
- "Au Sénégal, la crise politique pénalise déjà l'économie", *Les Echos*, 13/02/2024
- "Crise au Sénégal : Paris appelle à un usage proportionné de la force", *Le Figaro*, 13/02/2024

## • ASIE

### ◦ **Taïwan sous la menace chinoise**

- "Taïwan : à peine élu président, Lai Ching-te s'engage à protéger l'île « des menaces et intimidations de la Chine »", *Le Monde avec AFP*, 14/01/2024
- "Taïwan dit avoir détecté un nombre record de huit ballons chinois", *20minutes*, 10/02/2024
- "Depuis deux jours, les ballons «espions» chinois se multiplient", *L'essentiel*, 11/02/2024

### ◦ **L'Indonésie annule son potentiel achat de mirage 2000-5 auprès du Qatar**

- "L'Indonésie dit avoir annulé l'achat de 12 Mirage 2000-5 d'occasion auprès du Qatar", Laurent Lagneau, *OPEX 360*, 11/02/2024
- "Le Qatar revend ses Mirage 2000-5 à l'Indonésie", *MenaDefense*, 14/06/2023
- "L'Indonésie annule son intention d'acheter des avions de combat Mirage au Qatar", *Voice of Europe*, 11/02/2024
- "Défense : L'Indonésie va acheter 12 avions Mirage d'occasion au Qatar", *Courrier International*, 15/06/2023

### ◦ **Après huit mois de détention, l'Inde relâche un pigeon soupçonné d'espionnage au compte de la Chine**

- "Inde : un pigeon, espion présumé, relâché après avoir passé huit mois en détention", *France Info*, 02/02/24
- "Arrêté en Inde et emprisonné pendant 8 mois, le calvaire d'un... pigeon, soupçonné d'être un espion chinois", Edwige Grolleau, *La Dépêche*, 02/02/24
- "Sécurité. La Chine accusée d'espionnage à grande échelle en Inde", *Courrier International*, 15/09/20
- "Soupçonné d'espionnage, un pigeon est retenu prisonnier en Inde", *Le Dauphiné Libéré*, 03/06/20

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

- **L'ex-président brésilien Jair Bolsonaro fait l'objet d'une enquête pour « tentative de coup d'État »**
  - "“Soupçons de coup d'État" au Brésil : Bolsonaro va remettre son passeport à la police" AFP, *La Provence*, 08/02/2024
  - "Enquête pour "tentative de coup d'État" : Jair Bolsonaro interdit de quitter le Brésil" *France 24*, 09/02/2024
  - "Brésil : des proches de Jair Bolsonaro arrêtés pour avoir fomenté une "tentative de coup d'État" en 2022", Bruno Meyerfeld, *Le Monde*, 09/02/2024
  - "Bolsonaro, l'insulteur en chef", Yves Bourdillon, *Les Échos*, 10/08/2022
- **OTAN: Une future sortie des Etats-Unis ?**
  - "« Je ne vous protégerai pas »: Trump menace de ne pas défendre les pays de l'Otan", C.S avec l'AFP, *Le Point*, 11/02/2024
  - "«Je ne vous protégerai pas» : Trump remet en cause les garanties de l'Otan face à la Russie", Adrien Jaulmes, *Le Figaro*, 11/02/2024
  - « Russie : pourquoi les menaces de Trump sur l'Otan en cas de retour au pouvoir font peur aux Occidentaux », par Claire Tervé, *Huffington Post*, 11/02/2024
- **Le Salvador a-t-il enfin trouvé son remède miracle ?**
  - "Un país con problemas financieros, el nuevo reto de Bukele en El Salvador", JUAN DIEGO QUESADA, *El país*, 07/02/2024
  - "Salvador: Bukele officiellement réélu, les chefs de gang présumés restent en prison", AFP, *France 24*, 10/02/2024.
  - "ANÁLISIS | Bukele reporta bajas cifras de homicidios en El Salvador tras casi cinco años, pero con denuncias de violaciones de derechos humanos como telón de fondo" Melissa Velásquez Loaiza, *CNN*, 01/02/2024
  - "Apostarle a una estrategia de mano dura como la de Bukele en El Salvador puede lanzar a los países de América Latina a esquemas autoritarios, incluso a dictaduras", Gerardo Lissardy, *BBC News Mundo*, 11/04/2023.

## • CYBERSÉCURITÉ

- **Cyber Humanum Est : quand les étudiants se forment à la cyberguerre**
  - "Cyber Humanum Est – un Wargame Cyber", *Cyber Humanum Est*
  - "CYBER HUMANUM EST : LE PLUS GRAND EXERCICE DE CYBERGUERRE UNIVERSITAIRE REVIENT", *Mines Nancy Artem*, 07/02/24
  - "Vols de données et "lutte d'influence" : on a assisté à la plus grande cyberguerre universitaire de France", Steven Gouaillier, *Radio France / FranceInfo*, 08/02/24
  - "UN EXERCICE MILITAIRE GÉANT POUR FORMER LES CYBERCOMBATTANTS DE DEMAIN", Pascal Samama, *BFM Business*, 10/02/24
  - "CYBER HUMANUM EST 2024 : le plus grand exercice de cyberguerre universitaire revient avec le soutien du COMCYBER", COMCYBER, *Ministère des Armées*, 02/02/24

# SOURCES

- **ARMEMENT**

- **Des Blimps au dessus de varsovie**

- *ARMY PROGRAMS JLENS 97 Joint Land Attack Cruise Missile Defense Elevated Netted Sensor System (JLENS)*
- *JLENS MISSILE THREAT CSIS Missile Defense Project 19/07/2021*
- *La Pologne va acquérir des aérostats de surveillance aérienne auprès des États-Unis pour 1,2 milliard de dollars* Laurent LAGNEAU Zone-Militaire 08/02/2024





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

